

# **CANDIDATURES D'UNITÉ OUVRIÈRE POUR LA RUPTURE AVEC MACRON ET SA POLITIQUE**

## **Candidatures soutenues par le POID**

Ces élections se déroulent dans un contexte marqué par la crise sanitaire qui est le produit d'un système capitaliste où seule la course aux profits compte, où les besoins des populations ne comptent pas. Crise sanitaire doublée d'une crise économique, crise structurelle du système capitaliste qui couvait depuis des années, élections se tenant sur fond de crise de régime exacerbée, celle des institutions de la Vème république.

Dans la continuité des gouvernements de Sarkozy et de Hollande, dans les Côtes-d'Armor, comme partout en France, Macron poursuit l'œuvre de destruction des services publics. En pleine pandémie la destruction de notre service public de santé se poursuit : fermetures d'hôpitaux, suppressions de lits et de services, fermeture de maternité comme celle de Dinan depuis novembre dernier.

La destruction du système scolaire se poursuit. La situation sanitaire imposait le recrutement en masse de personnels et en particulier d'enseignants, d'AED (surveillants de collèges et lycées), d'AESH (assistants d'élèves handicapés) et la réquisition de locaux afin de dédoubler les classes et maintenir une vraie scolarité pour tous

les élèves en classe, le gouvernement s'y est refusé, Il a fermé toutes les écoles à plusieurs reprises, notamment au printemps pendant plus de deux mois pendant une semaine. Pire il continue de supprimer des postes : dans le département pour la rentrée de septembre, 10 suppressions dans les collèges et 5 dans les écoles ! Le silence du conseil départemental prouve la complicité avec le gouvernement.

Le département ne réagit pas non plus quand plusieurs dizaines de notifications émises par la Maison Départementale des Personnes Handicapées exigeant un accompagnant pour la scolarisation d'un enfant ne sont pas respectées par le Rectorat qui ne recrute pas les AESH nécessaires.

## **Rompre avec l'union sacrée scellée avec Macron au parlement le 19 mars 2020.**

Le gouvernement, le 19 mars 2020 a fait voter à l'unanimité au parlement l'attribution de 343 milliards d'euros (devenus depuis 560 milliards) à destination des banques et des patrons. La réquisition de ces milliards permettrait de satisfaire les besoins de la population c'est-à-dire :

- établir l'industrie nationalisée de la pharmacie pour la production de vaccins en nombre permettant à tous ceux qui le souhaitent d'être vaccinés ainsi que la production de masques et de respirateurs ;
- donner tous les moyens nécessaires pour l'école, l'hôpital et les services publics, rétablir les monopoles des services publics nationalisés ;
- garantir à tous les jeunes le droit effectif d'étudier, à égalité, et l'accès à un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire ;
- abroger les contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites ;
- interdire les licenciements.

# **Nous ne voulons pas être les relais de Macron et de sa politique dans le département.**

Nous affirmons cet axe de rupture en portant l'acte d'accusation sur la politique qui a été menée dans le département et s'est faite le relais de celle de Macron et de son gouvernement. Depuis des années, les différents gouvernements qui se sont succédé ont transféré aux collectivités territoriales de nouvelles charges sans que cela soit accompagné de moyens financiers, pire, le gouvernement transfère aux communes une part de la taxe foncière qui revenait au département pour compenser la suppression de la Taxe d'Habitation. Le département, comme toutes les collectivités territoriales est plongé dans une asphyxie financière grandissante. Accepter ce cadre contraignant, c'est se soumettre et être complice de Macron et de son gouvernement.

La crise du système économique frappe dans tout le pays, les licenciements se multiplient, la précarité, le chômage partiel se développent, répandant partout la pauvreté. Depuis un an, ce sont 1 756 Costarmoricaïns qui ont été mis au chômage, pour un total de 48 659

chômeurs. Nokia à Lannion, Hutchinson à Saint-Brieuc sont touchés par les plans sociaux. Et nombreux sont les commerces et les entreprises qui ne se remettront pas du confinement...

Ainsi, du fait de la pandémie et de la crise économique, les budgets de l'aide sociale explosent (dont celui du RSA non compensé par l'état !)

La colère est grande dans les différents secteurs dont le département a la charge, que ce soit l'action sanitaire et sociale (comme en faveur des handicapés, des personnes âgées et le secteur psychiatrique), la sécurité incendie, la culture... Certes le Département a refusé la contractualisation avec l'Etat, pour autant de nombreuses décisions réduisent les moyens et accompagnent l'austérité gouvernementale..

Le Conseil départemental des Côtes-d'Armor tente de supprimer 25 postes d'agents territoriaux, dont 22 chez les agents des routes, ce que combattent les personnels avec leurs organisations syndicales.

**Nous nous présentons pour aider à rassembler une force combattant pour en finir avec Macron et à sa politique.**

## **Le peuple a soif de démocratie et de liberté !**

Nous nous présentons pour affirmer la nécessité de la reconquête de la démocratie politique opposée au bonapartisme de Macron et de la Vème république et au renforcement du pouvoir des préfets. Il faut mettre un terme à l'arsenal sécuritaire qui, sous couvert de lutte contre la pandémie et le terrorisme, restreint nos libertés. Nous apportons notre soutien aux luttes et aux formes de résistance de la population.

Faisant le constat de l'abîme grandissant entre le peuple et sa représentation politique, nous considérons que le moment est venu pour engager

le combat à tous les niveaux pour l'assemblée constituante souveraine qui désignera ses représentants sur la base des « doléances » revendications formulées en bas par les travailleurs eux-mêmes. À tous les niveaux il faut modifier les rapports entre les élus et la population. Ces élections sont donc une tribune et une étape pour le combat pour l'assemblée constituante souveraine qui donnera les moyens au peuple de contrôler ses représentants élus pour conduire des politiques guidées par la nécessité de satisfaire les besoins sociaux au plan économique, scolaire, sanitaire, culturel, environnemental.